AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE
Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :
Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keskisuomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Lundi 25 mars 2024

Politique européenne 2
Editorial : L'Europe veut plus d'armes, mais avec quel argent ? 2
Editorial : « Moralement, l'Ukraine a le droit aux crédits russes [confisqués] » HBL 2
Conseil européen 2
Les dirigeants de l'UE ont discuté des questions agricoles et économiques 2
L'adhésion de l'Ukraine à l'UE signifierait un bouleversement pour le système d'aides européennes 3
Le Parlement soutient la position du gouvernement de voter contre l'adoption du règlement sur la restauration de la nature 3
« Les partis au pouvoir et le Centre satisfaits de l'intention de la Finlande de s'opposer au règlement - le reste de l'opposition critique » HS 3
Le règlement s'est heurté à l'opposition des pays de l'UE - la Finlande a rejeté la tentative de sauvetage de la présidence belge 4
Editorial : La Finlande sous les feux des projecteurs à cause du changement de position de la Hongrie 4
Politique étrangère 5
Le ministre suédois des Affaires étrangères en Finlande lundi et mardi 5
Attaque à Moscou 5
La Supo ne considère pas que l'attaque impacte le niveau de la menace terroriste en Finlande - Selon le ministère des Affaires étrangères, il n'y a pas de Finlandais parmi les victimes 5
Frontière orientale 5
La ministre de l'Intérieur répond au Général Sarasmaa 5
La période de remise des avis sur la Loi d'exception à la frontière orientale se termine ce lundi 6
Le Chancelier de la Justice Tuomas Pöysti rejette le projet de loi du gouvernement sur la frontière 7
Avis très critiques de Martti Koskeniemi et Martin Scheinin 8
Président 8
Premier déplacement officiel du nouveau Président en Finlande orientale 8
Défense 8
Le Président Stubb a adopté l'accord SOFA 8
L'Union des officiers regrette certains points des conditions de travail de l'OTAN 8
Les bateaux fabriqués à Salo envoyés en Ukraine? 9
Conflit social 9
Le ministre Satonen a demandé aux présidents de Tehy et d'OAJ de l'aider dans le conflit sur le modèle salarial 9
Valmet Automotive et des dizaines d'entreprises ont suspendu leur production en raison des grèves 10
Energie 10
Une entreprise norvégienne prépare une usine d'hydrogène à Tornio 10
Culture 11
Bande dessinée 11
Femme, vie, liberté de Marjane Satrapi traduit en finnois 11
Musique 11
Jean-Yves Thibaudet soliste de l'orchestre de la ville de Helsinki 11

Politique européenne

Editorial : L'Europe veut plus d'armes, mais avec quel argent ?

Les euro-obligations communes commencent à apparaître comme une option réaliste, voire attrayante, pour financer la défense européenne vitale, relève Kauppalehti.

Comment l'Europe peut-elle se défendre si Donald Trump devient président et que les États-Unis diminuent leur engagement en Europe ? Cela constitue un casse-tête croissant pour les dirigeants européens depuis que la victoire de Trump commence à paraître probable.

Début mars, la Commission européenne a proposé un premier financement d'urgence de 1,5 milliard d'euros pour le secteur de la défense. C'est une somme dérisoire.

Le sous-financement est visible partout : dans le nombre d'armes, la taille des forces militaires, le manque d'avions de combat.

Jeudi à Bruxelles, les dirigeants européens ont discuté de la manière de renforcer la défense et avec quel argent. La Commission avait proposé un fonds de défense de 100 milliards d'euros, dont l'objectif est de soutenir les achats et la production conjoints de l'industrie militaire européenne et des pays membres.

Comme l'argent manque dans les pays membres, toutes les options doivent être étudiées. Le président français Emmanuel Macron a proposé des obligations communes.

Il s'agit d'une proposition difficile, en particulier pour les pays membres de l'Europe du Nord, comme la Finlande. Cependant, le Premier ministre Petteri Orpo n'a pas catégoriquement exclu cette option.

Lors de sa visite au Parlement européen à Strasbourg à la mi-mars, Orpo a déclaré que davantage d'argent européen était nécessaire, mais que les moyens devaient être soigneusement étudiés.

A la veille du sommet, Orpo a déclaré à Politico que la question était difficile et espérait que la Finlande et d'autres pays auraient le temps de trouver une solution. Il est probable qu'un véritable débat sur la question n'aura lieu qu'après les élections européennes.

Au lieu de cela, la Finlande et de nombreux autres pays de l'UE ont fait pression en faveur d'un élargissement des pouvoirs de la Banque européenne d'investissement.

Il semble toutefois évident que modifier les cibles de financement de la BEI ne suffit pas. Par ailleurs, la BEI doit également financer des projets verts et numériques.

Lever des impôts pour financer la défense est également difficile dans une situation où les dépenses sont contraintes à travers l'Europe.

Des euro-obligations communes commencent à apparaître comme une option réaliste, voire attrayante, pour financer la défense européenne vitale. C'est pourquoi Orpo préfère aussi se taire que s'y opposer.

KL

Editorial : « Moralement, l'Ukraine a le droit aux crédits russes [confisqués] » HBL

L'éditorialiste de Hufvudstadsbladet estime que l'UE augmente son aide militaire à l'Ukraine a un rythme trop lent. Pour lui, il faut bien plus que les petits progrès adoptés lors du sommet.

« Les crédits russes gelés en Europe devraient aller à l'Ukraine », estime-t-il.

HBL/sam/28

Conseil européen
Les dirigeants de l'UE ont discuté des questions agricoles et économiques

Vendredi 22 mars, les thèmes de la deuxième journée de réunion du Conseil européen concernaient les préoccupations des agriculteurs des pays de l'UE et les exportations de céréales ukrainiennes.

"Nous avons donné à la commission une instruction ferme pour qu'elle prépare des mesures de soutien rapides aux agriculteurs en difficulté. Le fardeau administratif doit être allégé, les moyens de subsistance garantis et la sécurité alimentaire assurée", a déclaré le Premier ministre Petteri Orpo.

Vn

L'adhésion de l'Ukraine à l'UE signifierait un bouleversement pour le système d'aides européennes

Avant que l'Ukraine puisse entrer dans l'UE, il faudra que l'Union réforme son système des aides. La politique agricole notamment devra être revue, l'Ukraine étant un des plus grands producteurs agricoles du monde, plus important qu'aucun des Etats membres actuels.

Si l'Ukraine intégrait l'UE maintenant, elle aurait droit, selon les calculs de Financial Times, à des aides européennes de 186 milliards d'euros en sept ans, dont 96,5 Mrds d'euros des aides agricoles, ce qui représente un quart du budget agricole de l'ensemble de l'UE. Le montant des aides des autres Etats membres devrait être coupé de 20 %.

Le secteur agricole deviendra la question le plus épineuses le jour où les négociations d'adhésion deviendront d'actualité. Le pays est trop grand, à tous les égards. La structure de son agriculture est entièrement différente de celle des 27.

Il y a cinq millions d'exploitations agricoles en Ukraine, la superficie de ses champs augmentera celle de l'UE d'un tiers.

Plus de la moitié de ses champs et 70 % du chiffre d'affaires du secteur relèvent d'immenses entreprises agricoles importantes qui sont actives sur plusieurs secteurs. Il y a 15 600 exploitations très importantes, dont les plus grandes ont plus d'un demi-million d'hectares.

Jyrki Niemi, professeur au Centre de ressources naturelles Luke, estime qu'avec l'Ukraine, la production de céréales de l'UE augmenterait de 33 % et les exportations de 50 %.

En outre, il y a 45 000 exploitations familiales de 50 à 100 hectares et cinq millions de ménages ruraux de cinq hectares ou moins, qui se chargent de l'approvisionnement interne. En tentant compte même de ces millions de petites fermes, la taille moyenne des exploitations agricoles en Ukraine est de 500 hectares, contre 17 hectares dans l'UE ou 8 en Pologne, 30 en France et 53 en Finlande.

La propriété des fermes importantes est un mélange d'oligarques locaux et de l'argent étranger – chinois, américain, d'Arabie saoudite, par exemple. Neuf des dix plus grandes exploitations sont enregistrées dans des paradis fiscaux, ce qui est une question à évoquer au sein de l'UE.

L'Ukraine qui a besoin de l'argent, obtenait avant la guerre de l'agriculture 45 % de ses recettes en matière d'exportations. Selon Natalia Mamonova de l'institut de recherche norvégien Ruralis, en Ukraine il n'est pas seulement question de la taille des exportations mais également de l'avenir de la démocratie. La corruption en Ukraine est directement liée au nombre de grandes entreprises agricoles et l'UE devrait déterminer cette question parmi les critères d'adhésion, selon elle.

L'adhésion ne sera pas de l'actualité dans un prochain avenir. Probablement pas avant 2035. L'UE n'a pas pour l'instant de vision claire sur le fait de savoir comment intégrer un géant agricole tel que l'Ukraine dans ses structures.

L'agriculture deviendra un des thèmes les plus importants des élections européennes de juin. Avec la nouvelle Commission, les débats démarreront, selon Niemi. Il pourrait s'agir d'abandonner le modèle d'aides basées sur la quantité d'hectares et d'augmenter la part des aides nationales, selon lui.

SK n° 11/18-21

Le Parlement soutient la position du gouvernement de voter contre l'adoption du règlement sur la restauration de la nature

« Les partis au pouvoir et le Centre satisfaits de l'intention de la Finlande de s'opposer au règlement - le reste de l'opposition critique » HS

Vendredi, la grande commission a entendu le ministre de l'Environnement et du Climat, Kai Mykkänen qui représentera la Finlande à la réunion du Conseil Environnement de l'UE le 25 mars. Le Conseil peut prendre une décision finale sur l'approbation du règlement de restauration de la nature. Le ministre Mykkänen a informé la commission de l'état de la procédure et de la position du gouvernement de voter contre l'approbation du règlement.

La grande commission du Parlement a décidé qu'elle n'avait pas d'objection à la ligne du Gouvernement de voter contre la proposition de règlement.

Deux avis divergents (l'un du PSD ; l'autre des Verts et de l'alliance des gauches) ont été déposés.

Lors de sa réunion, la grande commission a également entendu la ministre de l'Agriculture et des Forêts, Sari Essayah et a décidé de la position du Parlement sur les propositions préparées par la commission sur un calendrier rapide de modifications des réglementations de la politique agricole commune.
Les propositions sont basées sur les préoccupations des agriculteurs européens concernant notamment la charge administrative. La proposition sera discutée selon une procédure d'urgence en vue d'une approbation lors du Conseil Agriculture et pêche du 26 mars.
Le gouvernement considère que les propositions de la Commission sont acceptables pour la Finlande. La grande commission a décidé d'être d'accord avec la position du gouvernement conformément à la position de la commission parlementaire de l'agriculture et des forêts adoptée plus tôt dans la journée.
La Commission de l'agriculture et des forêts met notamment l'accent sur la prise en compte des conditions nationales et sur une plus grande flexibilité dans la mise en œuvre de la politique agricole commune. La commission souligne la nécessité de continuer à alléger la charge administrative pesant sur les agriculteurs, d'orienter les subventions agricoles vers la production alimentaire et de lutter pour une répartition plus équitable de la valeur ajoutée de la chaîne alimentaire, en tenant compte des objectifs environnementaux et climatiques. La proposition de la Commission européenne ne doit pas donner lieu à un avantage compétitif pour les pays qui ne respectent pas les exigences environnementales, déclare la commission parlementaire de l'agriculture et des forêts.
Un avis divergent a été formulé (par les Verts et l'Alliance des Gauches).
La grande commission a aussi arrêté la position du Parlement sur les négociations en cours sur la proposition de directive contre la traite des êtres humains.
L'objectif de la proposition est de mettre à la disposition de l'UE un instrument de droit pénal moderne, qui définit clairement le crime lié à l'entrée, au transit et au séjour illégaux dans l'UE, et prévoit des sanctions efficaces.
La grande commission a décidé de se rallier à la position du Gouvernement conformément aux déclarations de la Commission administrative (des affaires intérieures) et de la Commission des lois (de la justice). Un avis divergent a été déposé (par le PSDF, les Vertys et l'Alliance des gauches).
Eduksunta.fi

Le règlement s'est heurté à l'opposition des pays de l'UE - la Finlande a rejeté la tentative de sauvetage de la présidence belge

La réunion des ambassadeurs de l'UE était censée discuter du décret de restauration vendredi, mais il s'est avéré qu'il n'y avait pas de majorité suffisante pour soutenir le décret. Il a été retiré de l'ordre du jour.
Une majorité en faveur du règlement n'a pas été trouvée, la Finlande ayant rejeté à la dernière minute la tentative de la présidence belge de sauver le règlement.
"Oui, nous ne le soutenons pas", a déclaré le Premier ministre Petteri Orpo à l'occasion du sommet européen de Bruxelles.
HS

Editorial : La Finlande sous les feux des projecteurs à cause du changement de position de la Hongrie

La Hongrie a annoncé cette semaine qu'elle passerait du camp des partisans du règlement sur la restauration de la nature au camp des opposants. Cela signifie qu'il fallait un pays supplémentaire pour faire adopter le règlement. Tous les regards se sont tournés vers la Finlande. La Finlande n'a toutefois pas cédé aux demandes.
La Finlande a toujours souhaité rejoindre le groupe des pays qui mettent l'accent sur la conservation de la nature et les valeurs vertes. En Finlande, on comprend également que la protection du climat et la lutte contre la disparition de la nature nécessitent des mesures supplémentaires.

L'UE est un pionnier important à l'échelle mondiale, les enjeux de la réglementation sur la restauration sont donc très importants. Le règlement n'est pas facile pour la Finlande, mais ses plus gros problèmes ont été atténués lors des négociations.
Même si la Finlande s'oppose au règlement, elle n'espère pas nécessairement que celui-ci sera abandonné. En fait, le gouvernement souhaiterait que le règlement soit adopté avec les voix des autres Etats membres. Les partis de la coalition gouvernementale pourraient alors s'en laver les mains et rejeter la responsabilité de tous ses effets sur l'UE. D'autant qu'un règlement sur la restauration de la nature donnerait au parti du Centre l'arme électorale dont il a tant besoin.
Vendredi, la Hongrie a brouillé ces espoirs de la Finlande. Le bazar des négociations est à nouveau ouvert. Si une nature plus propre est un bel objectif, dans l'UE, il faut également la promouvoir par une politique parfois très sale.
HS

Politique étrangère

Le ministre suédois des Affaires étrangères en Finlande lundi et mardi

Les 25 et 26 mars, la ministre finlandaise des Affaires étrangères Elina Valtonen reçoit le ministre suédois des Affaires étrangères Tobias Billström à Helsinki. Tous deux participeront au forum de politique étrangère Hanalys à Hanaholmen le 26 mars.
Les ministres auront également des discussions bilatérales sur des sujets tels que l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les questions actuelles de l'OTAN.
https://valtioneuvosto.fi/-/ruotsin-ulkoministeri-vierailee-suomessa-1?languageId=en_US

Attaque à Moscou
La Supo ne considère pas que l'attaque impacte le niveau de la menace terroriste en Finlande - Selon le ministère des Affaires étrangères, il n'y a pas de Finlandais parmi les victimes

La Sureté nationale estime que l'attaque de Moscou n'aura pas d'influence sur la menace terroriste en Finlande. La Supo n'a pas changé son appréciation sur la menace qui est au niveau 2 sur une échelle de quatre niveaux.
Le ministère des Affaires étrangères a déclaré que selon ses informations, il n'y avait pas de Finlandais parmi les victimes de l'attaque. Concernant l'accès aux informations, le chef des affaires consulaires Jussi Tanner relève que tous les contacts avec la Russie ne sont pas suspendus. Le ministère recommande d'éviter tout déplacement en Russie.
Yle, AL/dim

Frontière orientale

La ministre de l'Intérieur répond au Général Sarasmaa

Le général Matti Sarasmaa, chef des frontières au ministère de l'Intérieur, a déclaré jeudi qu'il n'existe actuellement aucune information précise selon laquelle un grand nombre de personnes viendraient si la frontière orientale était ouverte.
"Nous légiférons en fonction de ce qui constitue une menace potentielle", a déclaré la ministre de l'Intérieur Mari Rantanen (Vrais Finlandais) vendredi.
Rantanen affirme que le gouvernement a déclaré publiquement qu'il y avait des centaines, voire des milliers de personnes du côté russe. Elle ne voit aucune raison de douter de cette évaluation.
Selon Rantanen, il est tout à fait possible de dire qu'une opération hybride est en cours à la frontière orientale. "Les décideurs ne prennent pas de décisions sans disposer d'informations. Nous n'échafaudons pas nos propres théories ou informations comme base de prise de décision, mais celles-ci reposent uniquement sur le fait que les autorités administratives produisent des informations. »
Selon Rantanen, les informations reçues par le gouvernement ne proviennent pas d'une seule source, mais de plusieurs administrations.

Selon Rantanen, la Finlande a déjà pris des décisions concernant les frontières sur la base du fait qu'il a été prouvé que les autorités russes avaient participé faire venir des personnes du côté russe à travers la frontière vers la Finlande.
Rantanen estime que la Finlande pourra combattre l'influence hybride de la Russie plus efficacement qu'elle ne l'est actuellement si la loi d'exception est adoptée.
"Nous élaborons cette législation avec le plus grand sérieux afin de remédier à la situation dans toutes les situations possibles. Ce type de législation n'est pas présenté pour des raisons légères, et ce type de législation n'est pas élaboré pour le plaisir", déclare Rantanen.
HS

La période de remise des avis sur la Loi d'exception à la frontière orientale se termine ce lundi

Ilta-Sanomat a examiné les avis rendus sur le projet de loi.
Au total, 12 avis avaient été rendus dimanche soir. Les positions des avis diffèrent beaucoup.
Les avis ont été remis par la Sûreté générale (Supo), le cabinet du Président de la République (TPK), la Direction de la police, le Bureau du Chancelier de la justice, les Tribunaux administratifs de la Finlande orientale et d'Helsinki, le médiateur aux renseignement (Intelligence ombudsman), le médiateur à la protection de l'enfance, le conseil de l'Église luthérienne, le médiateur à l'égalité, et les professeurs de droit international Martin Scheinin et Martti Koskenniemi.
Selon l'avis de la SUPO signé par l'ancien chef Teemu Turunen et l'inspectrice générale Heli Heikola, le projet de loi est nécessaire pour la Finlande.
« L'immigration instrumentée en cours à la frontière orientale a été identifiée et utilisée comme moyen d'influencer sur la souveraineté et la sécurité nationale d'un État souverain. C'est un moyen de mettre en péril les intérêts les plus fondamentaux de la nation. Le fonctionnement présenté dans le projet est nécessaire pour la Finlande pour cette raison et pour répondre à la situation », écrivent Turunen et Heikola.
Selon la Supo, l'immigration instrumentalisée vise également à paralyser les fonctions fondamentales et la capacité financière de la société. C'est pourquoi, à la suite de ces actions, il est possible que la Finlande perde sa capacité à protéger les droits fondamentaux et humains des habitants de la Finlande.
La Supo justifie l'éventuelle violation des traités relatifs aux droits de l'homme en affirmant que les principales obligations de la Finlande s'adressent à ceux relèvent du périmètre juridique de la Finlande et que les autorités publiques ont l'obligation de garantir le respect des droits fondamentaux conformément à l'article 22 de la Constitution.
« La SUPO considère que le projet du gouvernement dans son ensemble est bien préparé et considère qu'il est important qu'il entre en vigueur le plus rapidement possible ».
Selon la directrice de la police Sanna Heikinheimo et l'inspecteur de police Ari Jokinen, la Direction de la police considère que le projet est justifié et doit être soutenu.
La police a une interprétation pour l'essentiel conforme à la déclaration de la Supo.
La police souligne que du point de vue des autorités, il est d'une importance cruciale que l'entrée dans le pays puisse rester sous le contrôle des autorités.
La police affirme qu'il est possible pour la Russie d'envoyer en Finlande des personnes représentant une menace pour la sécurité, qu'il s'agisse de criminels ou d'acteurs de l'État russe, voire de soldats, lorsque l'entrée n'est pas sous le contrôle des autorités.
De plus, « il est probable que le danger de polarisation augmentera à l'intérieur du pays, ce qui provoquera une inquiétude parmi les citoyens quant à la situation de l'immigration clandestine et à sa gestion, avec des positions pour et contre. C'est probablement aussi l'objectif de la Russie ».
Le juge du tribunal administratif d'Helsinki Klaus Järvinen souligne d'emblée qu'il n'est possible de faire une déclaration que de manière très limitée dans le délai très court fixé dans la demande de déclaration. Le tribunal administratif précise que le projet de proposition relèverait d'une législation très exceptionnelle, dont les effets possibles sont difficiles à évaluer sur les activités des autorités judiciaires. Les articles du projet de loi ne contiennent pas de possibilité de recours.

« La mesure dans laquelle les personnes qui se verraient refuser l'entrée en Finlande ou qui seraient expulsées du pays comme prévu dans le projet auraient les conditions ou le désir de faire des recours juridiques est laissée en suspens », relève Järvinen.
La juge du tribunal administratif de Finlande orientale, Karoliina Järvinen, souligne en revanche que le tribunal administratif de Finlande orientale accorde une attention particulière au fait que l'évaluation selon laquelle les mesures actuelles ne seraient pas suffisantes est justifiée de manière très générale dans le projet de présentation.
La médiatrice à la protection de l'enfance, Elina Pekkarinen, considère le projet proposé comme très problématique. « Le projet vise effectivement à garantir le respect des droits de l'enfant, mais selon lui, les enfants n'auraient pas un droit absolu de demander l'asile, mais ils pourraient également être empêchés d'entrer dans le pays ou expulsés du pays ».
Pekkarinen est très préoccupé par le fait que la loi pourrait accroître les situations de maltraitance des enfants et pourrait même exposer les enfants à la traite des êtres humains. « Il reste donc totalement flou dans quelles situations et pour quels motifs le droit de l'enfant de demander une protection internationale serait limité et quand il serait à nouveau possible pour les mineurs de demander l'asile ». En outre, selon elle, il serait pratiquement impossible d'identifier les mineurs avec une certitude absolue. La majorité des enfants voyageant seuls sont des adolescents.
Pour le cabinet du Président de la République, l'avis a été signé par le chef de cabinet Lauri Tierala et le conseiller juridique du président Juha Rainne.
Tierala et Rainne ont brièvement commenté le projet.
Ils relèvent que la nécessité de recourir aux mesures restrictives prévues par la loi d'exception nécessiterait une décision séparée. En pratique, cela signifierait, par exemple, une réunion conjointe du Président de la République et du Comité interministériel de politique étrangère et de sécurité du gouvernement, ou tp-utva qui se réunit également régulièrement.
IS

Le Chancelier de la Justice Tuomas Pöysti rejette le projet de loi du gouvernement sur la frontière

La déclaration du Chancelier de la Justice est particulièrement importante, car le Chancelier contrôle la légalité des actions du gouvernement et le gouvernement soumet rarement un projet de loi au Parlement qui selon le Chancelier de la Justice serait clairement en conflit avec les lois en vigueur.
Selon le chancelier de la justice Tuomas Pöysti, le projet de loi doit être retravaillé. Selon Pöysti, il serait possible d'adopter un projet de loi d'exception, mais les exceptions aux règles constitutionnelles doivent être définie plus précisément qu'aujourd'hui.
Le Chancelier de la Justice rappelle que le gouvernement ne pourrait recourir aux moyens qu'il a présentés dans son projet de loi d'exception qu'en cas de menace sérieuse pour la sécurité nationale ou la souveraineté de la Finlande. « L'exception limitée visée à l'article 73 de la Constitution ne peut pas signifier une loi arbitraire ». « Il doit alors s'agir d'une situation dans laquelle d'autres moyens ne sont pas efficaces. C'est donc un dernier recours. »
Selon le Chancelier de la Justice, le projet ne précise pas suffisamment dans quels cas se justifierait une éventuelle décision de renvoyer les demandeurs d'asile.
Selon Pöysti, la législation devrait également tenter d'éviter les conflits avec les obligations internationales en matière de droits de l'homme et le droit de l'UE.
Cependant, le Chancelier de la Justice écrit que la proposition constitue une exception limitée aux obligations en matière de droits de l'homme et ne constitue donc pas encore une dérogation à celles-ci dans leur ensemble. De ce fait, il serait possible d'adopter la loi, à condition que cela soit absolument nécessaire dans le contexte d'une situation qui menace gravement la souveraineté et la sécurité nationale de la Finlande. "La législation doit toutefois s'efforcer d'éviter les conflits avec les obligations internationales en matière de droits de l'homme et le droit de l'UE, et à cet égard, le projet de loi nécessite encore du travail", conclut le Chancelier de la Justice.
Enfin Pöysti évoque également la protection juridique des personnes soumises aux autorités de l'immigration et des frontières. Selon Pöysti, des efforts doivent être faits pour limiter et affiner le pouvoir discrétionnaire des autorités frontalières. « Le régime d'exception limitée prévu par la Constitution ne peut pas signifier une loi qui autorise l'arbitraire », dit Pöysti.

Selon lui, le projet de présentation devrait également décrire les moyens juridiques dans une situation où le garde-frontière devrait recourir à la force.
La déclaration a été signée par le Chancelier Pöysti et Minna Ruuskanen, conseillère.
HS Yle IS

Avis très critiques de Martti Koskeniemi et Martin Scheinin

Selon les commentaires au projet de loi par Martti Koskenniemi, professeur de droit international, dans son projet, le gouvernement minimise les violations au droit international en déclarant que la loi serait « en contradiction » avec les obligations qui lient la Finlande. « Cela occulte tout simplement le point central qui est que l'on renonce au respect du traitement de la demande d'asile qui est une obligation légale et dépendante des accords internationaux ».
Koskenniemi critique le fait que l'interdiction de retour soit évoquée dans le projet de loi comme un « principe ». « Il ne s'agit pas d'un « principe » mais d'une obligation qui découle des conventions sur les réfugiés ». Selon lui, si l'affaire est portée devant la Cour européenne des droits de l'homme, la Cour de justice de l'UE ou l'organisme de surveillance des traités de l'ONU, la Finlande peut être condamner à indemniser à la victime d'une telle violation.
Martin Scheinin, docteur en droit de l'Université d'Oxford, estime qu'il convient d'abandonner équivoque le projet de loi qui ne peut pas être approuvé comme une exception limitée à la Constitution. Scheinin soulève en particulier la question de la responsabilité pénale individuelle des autorités frontalières dans le cas où elles repousseraient par la force une personne qui a traversé la frontière du côté russe ou refuseraient d'examiner une demande d'asile. « Le risque de poursuites pénales concernerait principalement les gardes-frontières individuels et leurs supérieurs immédiats, mais aussi l'ensemble de la chaîne de commandement du service de garde-frontières jusqu'à la direction. Il en irait de même pour l'éventuelle participation de la police et des forces armées à l'application de la loi. En fin de compte, la responsabilité pénale s'appliquerait également au ministre de l'Intérieur et à d'autres membres du gouvernement », selon Scheinin.
Yle

Président

Premier déplacement officiel du nouveau Président en Finlande orientale

Le Président Alexander Stubb effectuera une visite en Finlande de l'Est, le mercredi 27 mars, avec son épouse. Il visitera le poste frontière de Niirala à Tohmajärvi, et rencontrera des représentants de la municipalité à Joensuu.
Une visite dans une école primaire ainsi qu'une rencontre avec des citoyens sont également au programme à Joensuu.
HS/sam/A10

Défense

Le Président Stubb a adopté l'accord SOFA

Le Président Alexander Stubb a adopté l'adhésion de la Finlande à l'accord SOFA de l'OTAN et au protocole de Paris. En même temps, le Président a confirmé les lois liées à l'adoption et l'entrée en vigueur de ces accords ainsi que les modifications à la législation nationale nécessitée par l'adhésion.
Stubb a également approuvé l'adhésion de la Finlande à deux accords techniques de l'OTAN, dont l'un concerne la confidentialité des innovations du domaine de la défense et l'autre les échanges d'information.
HS/sam/A10

L'Union des officiers regrette certains points des conditions de travail de l'OTAN

Selon le président de l'Union des officiers Ville Viita, les employés regrettent certains détails inscrits dans les conditions de travail de l'OTAN.

L’union souhaite des améliorations concrètes concernant des questions comme la garde l’enfants et le droit des époux ou épouses de travailler dans le pays d’affectation.
KS/sam

Les bateaux fabriqués à Salo envoyés en Ukraine?

Les bateaux fabriqués par Marine Alutech à Teijo, sur la commune de Salo, sont sur le point de participer à la guerre en Ukraine. La Suède a annoncé qu'elle ferait une donation à l'Ukraine de dix bateaux de combat Stridsbåt 90 et de 20 G-boats. Les G-boats destinés au transport de troupes côtières sont construits à Teijo.
Lundi, la nouvelle s'est répandue que la Finlande et la Suède allaient faire une donation de bateaux de combat à l'Ukraine. Dans le même temps, la Finlande formera 50 soldats ukrainiens. L'information a été déclenchée par une annonce faite par le président roumain Klaus Johannis au Parlement roumain. Selon Johannis, le pays a accepté l'entraînement de soldats ukrainiens et le transit de matériel fourni par la Finlande via la Roumanie.
Le ministère de la Défense a jusqu'à présent refusé de commenter les rapports des médias roumains. Selon Helsingin Sanomat, la Finlande pourrait faire une donation de G-boats à l'Ukraine, comme l'ont fait les Suédois. La Finlande pourrait également faire don de plus grands bateaux de transport Jurmo ou d'anciens bateaux de transport Uisko. L'impact de l'acquisition sur l'emploi est de 110 ETP et la valeur totale de l'acquisition, nette d'impôts, est de 25,5 millions d'euros.
Niko Haro, PDG de Marine Alutech, dit avoir suivi avec l’intérêt les nouvelles qui se répandent dans le monde. Outre les médias, la nouvelle a été largement diffusée, par exemple sur le service de messagerie X. Toutefois, Haro souligne que l'entreprise n'a pas reçu l'ordre de fournir du matériel pour la guerre en Ukraine.
TS/7

Conflit social

Le ministre Satonen a demandé aux présidents de Tehy et d’OAJ de l'aider dans le conflit sur le modèle salarial

Le ministre du travail, Arto Satonen (Coalition nationale), a demandé aux deux présidents de syndicat de Tehy (syndicat des secteurs social, de la santé et de l'éducation) et d’OAJ (syndicat de l’éducation) de trouver un moyen d'impliquer davantage les organisations de travailleurs dans les négociations sur le nouveau modèle de négociation des salaires. Le gouvernement a espéré que les organisations d'employés et d'employeurs pourraient se mettre d'accord sur un marché du travail axé sur l'exportation dit « modèle salarial ». Ce modèle fait référence à la manière dont les organisations négocient les conditions de travail et les augmentations de salaire en Finlande.
Les syndicats de la SAK (confédération des ouvriers finlandais) ont déjà demandé que les autres réformes gouvernementales du marché du travail soient incluses dans la négociation entre les organisations.
Katarina Murto, présidente d’OAJ, déclare à Helsingin Sanomat qu'elle apprécie la demande du ministre du travail. Millariikka Rytkönen, présidente de Tehy, souligne qu'il reste à voir si des négociations peuvent être menées.
OAJ, dirigé par Murto, est le plus grand syndicat affilié de Akava (confédération syndicale des professions nécessitant un diplôme universitaire). Tehy, dirigé par Rytkönen, est le plus grand syndicat de la STTK, la confédération syndicale des employés.
Jarkko Eloranta, président de la SAK, déclare à HS que la position de l'organisation n'a pas changé.
La réforme de la loi sur la paix sociale (visant à limiter le droit de grève pour des motifs politiques) est actuellement discutée au Parlement et le paquet sur les accords locaux fait actuellement l'objet d'une consultation. Le gouvernement n'a pas accepté d'apporter ces paquets à la table de négociation des organisations.

Le Premier ministre Petteri Orpo (Coalition nationale) a confirmé aux journalistes présents au sommet de l'UE à Bruxelles que, pour le gouvernement, le modèle salarial, la paix sociale et les accords locaux restent des « projets distincts ». Orpo a déclaré qu'il considérait l'initiative de Satonen comme « très constructive » et qu'il la soutiendrait pleinement.
Le gouvernement souhaite que le niveau des augmentations salariales soit fixé de manière plus contraignante par les secteurs d'exportation et que les autres secteurs suivent. On estime que la promulgation de la loi sera techniquement complexe. Le ministre du travail, Satonen, et le premier ministre, Orpo, ont tous deux faits valoir qu'ils préféreraient que les organisations syndicales conviennent ensemble d'un tel modèle salarial.
La question divise les organisations représentant les salariés. Dans les syndicats du secteur public, les politiques axées sur le secteur des exportations sont plus critiques que, par exemple, dans les syndicats de travailleurs affiliés à la SAK.
HS/A7

Valmet Automotive et des dizaines d'entreprises ont suspendu leur production en raison des grèves

Valmet Automotive a suspendu la production dans son usine automobile d'Uusikaupunki, a déclaré Minna Helle, vice-présidente exécutive de l'industrie technologique Teknologiateollisuus, lors d'une conférence de presse lundi.
La raison en est que le trafic de marchandises a été interrompu en raison des grèves politiques, a déclaré Helle. Elle a ajouté que des dizaines d'entreprises avaient déjà suspendu leur production en raison de grèves, et que ce nombre pourrait s'élever à des centaines.
Teknologiateollisuus ne sait pas si les entreprises qui ont suspendu leur production ont également cessé de payer les salaires, comme cela s'est produit dans certaines entreprises de l'industrie forestière, a déclaré l'économiste en chef Petteri Rautaporras.
IS

Energie

Une entreprise norvégienne prépare une usine d'hydrogène à Tornio

L'entreprise Norwegian Hydrogen prévoit de construire une usine d'hydrogène à Tornio. Norwegian Hydrogen a ouvert une filiale en Finlande, qui prépare la production d'hydrogène dans plusieurs autres sites. L'entreprise a déjà demandé d'une contribution financière à Business Finland pour construire une usine d'électrolyse de cinq mégawatts à Jyväskylä.
L'entreprise a réservé un terrain de 20 hectares dans la zone industrielle Arctio North, à quelques kilomètres du centre de Tornio.
L'ambition de Norwegian Hydrogen est de commencer à produire de l'hydrogène à Tornio, d'abord à petite échelle, mais même cela pourrait signifier une usine d'électrolyse de plusieurs dizaines de mégawatts. L'ampleur de la production dépend du nombre d'acheteurs d'hydrogène dans la région. L'hydrogène ou ses raffineries peuvent également être vendus pour le transport maritime, ou transportés à partir des ports pour être utilisés ailleurs. Le coût d'une usine d'électrolyse de plusieurs centaines de mégawatts se chiffrerait déjà en centaines de millions d'euros.
L'année dernière, Norwegian Hydrogen a créé une filiale, Vireon, afin de mettre en place un réseau de ravitaillement en hydrogène dans les pays nordiques. Outre Tornio, l'objectif de Vireon est de mettre en place un réseau de vingt stations dans tout le pays.
Norwegian Hydrogen et Vireon estiment que les politiques de réduction des émissions assureront la demande en hydrogène pour les transports. Si l'économie de l'hydrogène décolle, les usines d'électrolyse auront besoin de beaucoup plus d'énergie éolienne et solaire propre.
La zone industrielle d'Arctio North devrait être achevée cette année. L'infrastructure municipale devrait être prête pour la construction l'année prochaine, ce qui permettra aux entreprises intéressées par la zone de commencer à construire. D'autres entreprises de transition écologique s'installent également dans la zone d'Arctio Nord.
Kaleva/12
https://www.kaleva.fi/norjalaisyhtio-valmistelee-vetylaitosta-tornioon-t/6268706

Culture

Bande dessinée
Femme, vie, liberté de Marjane Satrapi traduit en finnois

Helsingin Sanomat présente dans un grand article le recueil de 24 bandes dessinées sur la vie en Iran, édité par Marjane Satrapi. L'album a été publié le même jour dans 15 pays, dont la Finlande.
HS/sam/B28

Musique
Jean-Yves Thibaudet soliste de l'orchestre de la ville de Helsinki

Hufvudstadsbladet publie une critique favorable du concert de HKO avec le pianiste français Jean-Yves Thibaudet comme soliste.
HBL/sam/27